



À Berlin, des élèves issus de différents pays participent à un cours de langue allemande destiné à des enfants immigrés.

Langues vivantes

Barry R. Chiswick

LES PAYS européens ont accueilli en 2015 plus d'un million de migrants d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, essentiellement des pays en conflit que sont la Syrie et l'Iraq. Certains sont des réfugiés fuyant la guerre civile, la discrimination et le chaos. D'autres sont des migrants économiques en quête d'un avenir meilleur. L'immense majorité de ces migrants principalement arabophones s'installeront définitivement en Europe, où l'arabe n'est pas la langue dominante, mais où vivent d'importantes communautés qui la parlent. Certains maîtriseront la langue de leur pays d'accueil, même si la plupart n'y parviendront pas.

L'intensification récente des migrations internationales a attiré l'attention sur l'économie des langues, à savoir les déterminants et les conséquences — perspectives d'emploi et de revenu comprises — des compétences des migrants dans la langue du pays hôte. La réussite économique des migrants dépend en grande partie

de la manière et de la rapidité avec lesquelles ils apprennent la langue de leur nouveau pays.

Les études théoriques et empiriques, les miennes comme celles de mes confrères, ont tiré parti de la publication relativement récente dans les grands pays d'immigration de vastes jeux de microdonnées qui recensent les immigrés, leur langue d'origine et leur maîtrise de la langue principale du pays d'accueil, ainsi que d'autres caractéristiques sociales, démographiques et économiques utiles.

L'acquisition de la langue

La connaissance d'une langue est une forme de capital humain, à l'instar d'autres compétences acquises au cours de la scolarité ou de la vie professionnelle. C'est un bien économique qui a une utilité professionnelle, personnelle et sociale, et dont l'acquisition a un coût, temporel et pécuniaire, pour les individus — dans le cas des enfants, pour les parents ou leurs substituts.

L'économie des langues offre des enseignements importants pour aider l'Europe à intégrer au mieux les migrants

Bien que les effets varient légèrement selon les pays, les immigrés qui parlent mieux la langue du pays d'accueil ont plus de chances de trouver un emploi et, lorsqu'ils en ont un, d'être mieux rémunérés. Ils sont plus susceptibles d'acquérir la nationalité du pays d'accueil et d'épouser une personne d'un pays ou d'un groupe ethnique distinct du leur.

Les études portant sur les déterminants des compétences des immigrés dans la langue du pays d'accueil — menées dans plusieurs pays d'immigration, dont l'Allemagne, l'Australie, le Canada, les États-Unis, Israël et le Royaume-Uni — ont privilégié quatre aspects : l'exposition à cette langue, les enclaves ethniques, l'efficience et les incitations économiques.

L'exposition à la langue d'accueil peut intervenir avant ou après la migration. Les migrants peuvent apprendre une langue avant leur départ, dans le cadre de programmes de formation linguistique, officiels ou pas, ou par les médias ou Internet. Une fois dans le pays, ils peuvent aussi suivre une formation, formelle ou informelle, mais l'apprentissage pratique, généralement mesuré par la durée du séjour dans le nouveau pays, est le moyen le plus efficace d'acquérir la langue. Un séjour discontinu, dans le cadre de migrations intermittentes (les «oiseaux de passage», qui retournent quasiment chaque année chez eux, munis de leurs économies), ou la perspective d'une migration seulement temporaire émoussent l'incitation à apprendre correctement la langue. Les migrants mexicains aux États-Unis, par exemple, maîtrisent généralement moins bien l'anglais que d'autres migrants, en partie parce qu'ils sont plus susceptibles d'aller et venir entre les deux pays.

Les enclaves : la vie et le travail au sein d'une enclave ethnique et la fréquentation de personnes qui parlent leur langue facilitent la transition des nouveaux arrivants mais ont un coût. L'adaptation linguistique, la création de réseaux et les autres ajustements au nouveau pays sont plus longs. Ce qui peut présenter des avantages à court terme peut devenir un handicap à la longue.

La langue est souvent étroitement liée aux préférences culturelles ou aux produits principalement consommés par les membres d'une communauté ethnique et rarement par d'autres, notamment les produits alimentaires (la viande halal par exemple) et les vêtements (saris). La langue constitue le lien entre ceux qui fréquentent des lieux de culte, des associations, des cercles d'amis et des marchés matrimoniaux ethniques. La vie parmi des personnes de même origine linguistique et consommatrices des mêmes produits ethniques est moins onéreuse et favorise l'émergence de communautés ou d'enclaves ethniques. Pour les immigrés indiens, par exemple, l'achat d'un sari ou la fréquentation d'un temple hindou sera d'autant moins coûteuse, en temps ou en argent, que la compétition entre prestataires sera vive et que l'éventail de choix sera large. Néanmoins, les enclaves ethniques sont souvent mal loties en termes de logement, d'assainissement et de sécurité, car les pouvoirs publics leur consacrent des dépenses insuffisantes.

L'apparition de telles enclaves ne dépend pas seulement du *nombre* de migrants par rapport à la population autochtone et de leur concentration géographique, mais aussi de la *diversité* de leurs langues. Un flux d'immigrants présentant une homogénéité linguistique est plus susceptible de produire une enclave qu'un flux similaire d'immigrants locuteurs de différentes langues. Il est plus facile de vivre et de travailler dans une enclave linguistique si la langue de l'immigrant compte de nombreux locuteurs sur place.

Il est beaucoup plus facile d'éviter ou de minimiser les contacts avec la langue d'accueil si les voisins et collègues parlent la langue du nouvel arrivant et si des médias, des contacts sociaux, et des réseaux professionnels existent également dans cette langue. Par exemple, un immigrant basque arrivant en Allemagne y trouverait peu de personnes avec qui communiquer en basque, mais un nouvel arrivant turc y trouverait une vaste communauté turco-phone bien établie.

L'efficience est l'aptitude à passer de l'exposition à une nouvelle langue à la maîtrise de celle-ci. L'âge en est un facteur déterminant. Les jeunes immigrés sont capables d'apprendre plus rapidement et plus correctement la langue du pays d'accueil que les immigrés âgés. L'éducation accroît les capacités d'acquisition de nouvelles langues, comme elle le fait pour d'autres compétences. Un autre facteur de l'efficience est la proximité linguistique — la proximité de la langue d'origine ou natale avec la langue d'accueil. L'italien est ainsi plus proche du français que le chinois, de sorte qu'il est plus facile pour les immigrés italiens en France d'apprendre le français que pour les immigrés chinois.

Les incitations économiques sont le dernier facteur déterminant de la rapidité avec laquelle un immigré apprendra (ou pas) la langue du pays d'accueil. Les incitations économiques à apprendre une langue sont plus fortes si la personne prévoit un séjour long et ininterrompu dans le pays. Les touristes et les résidents temporaires sont moins motivés que les immigrés à apprendre la langue locale. Les avantages de cet apprentissage varient aussi en fonction des compétences ou du niveau d'instruction. Les personnes très qualifiées ont généralement des professions qui exigent la pratique de la langue locale, celle-ci étant moins importante pour les métiers peu qualifiés. Les ingénieurs et techniciens immigrés ont généralement besoin d'acquérir une certaine maîtrise de la langue locale pour que leurs qualifications soient productives, ce qui n'est pas toujours le cas des bagagistes ou des concierges.

Un problème qui concerne la première génération

Fort heureusement, la connaissance insuffisante de la langue d'accueil est un problème qui concerne essentiellement la première génération d'immigrés. Que cela soit une bonne chose ou non, l'emploi de la langue d'origine disparaît au fil des générations. La fréquentation d'un établissement scolaire, l'exposition aux médias dans la langue d'accueil, et les jeux avec des enfants qui ne parlent pas la même langue accélèrent à la fois l'acquisition de la nouvelle langue et la perte de la langue d'origine dès la deuxième ou troisième génération. L'inconvénient est que cela distend les liens avec la culture d'origine et avec les membres de la famille qui n'ont pas émigré.

Les enfants et petits-enfants d'immigrés peuvent parler couramment la langue d'accueil et conserver en parallèle leur langue d'origine, ce qui a plus de chances de se produire s'ils grandissent entourés de parents et de voisins qui pratiquent cette dernière, s'ils ont accès à la presse écrite et électronique dans cette langue, et s'ils restent en contact avec la famille dans le pays d'origine. Lorsque les enfants nés dans le pays d'accueil vivent dans une enclave, géographique ou linguistique, les langues d'origine se maintiennent généralement plus longtemps.

Le revers de la médaille est que ces personnes ont souvent des revenus inférieurs à ceux des personnes monolingues du pays

d'accueil. C'est ce qui a par exemple été constaté chez les hommes nés aux États-Unis qui, outre l'anglais, parlent chez eux l'espagnol, le yiddish, le néerlandais de Pennsylvanie ou des langues autochtones américaines en deuxième langue. Les revenus des hispanophones sont globalement inférieurs de 20 %, et lorsque d'autres déterminants des revenus — niveau d'instruction, âge et nombre de semaines ouvrées — sont identiques, ils sont encore inférieurs de 7 %.

Les langues étroitement associées à la pratique d'une minorité religieuse perdurent généralement plus longtemps, même parmi les descendants de la deuxième génération et des générations ultérieures dont la langue maternelle est celle du pays d'accueil.

L'utilité d'une langue

Dans quelle mesure est-il utile d'apprendre la langue du pays d'accueil pour réussir sur le marché de l'emploi? En un mot, cela compte beaucoup. La probabilité pour les immigrés de trouver un emploi — et le montant de leur salaire — augmente avec la maîtrise de la langue locale et, entre autres, avec la durée de leur séjour dans le pays et leur niveau d'instruction. La maîtrise de la langue aurait sur les revenus une incidence égale à celle de trois années de scolarisation supplémentaires environ.

Plus les compétences — acquises dans le pays d'origine — des immigrés correspondent à celles demandées dans le nouveau pays, plus leur salaire est élevé. Celui-ci augmente avec la durée du séjour dans le pays, rapidement dans un premier temps, plus lentement par la suite. Cela tient en partie à ce que les migrants acquièrent des compétences, des réseaux et une expérience utiles au marché de l'emploi de leur nouveau pays, mais s'explique aussi par l'amélioration de leurs compétences linguistiques. Il se peut que les migrants trouvent un emploi dans une enclave linguistique, mais, les débouchés y étant plus rares, leur salaire y sera nettement inférieur à ceux en vigueur sur le marché de l'emploi global.

Instruments de réforme

L'action publique peut influer sur le niveau linguistique de la population immigrée. Elle peut par exemple privilégier les candidatures d'immigrants qui maîtrisent déjà la langue du pays d'accueil, comme dans le cas de l'anglais et du français au Canada.

Les mesures qui favorisent les immigrés jeunes adultes et qualifiés, qui ne vivent pas isolés dans des enclaves mais se mêlent à la population locale, produisent une population immigrée plus compétente et mieux rémunérée. Ces politiques ont porté leurs fruits en Australie et en Nouvelle-Zélande. Les mesures qui encouragent la migration permanente, plutôt qu'intermittente — en favorisant éventuellement l'immigration familiale, la naturalisation, ou l'emploi du conjoint du migrant principal — peuvent accroître le revenu familial et décourager la migration de retour.

Un autre moyen de rehausser le niveau linguistique consiste à encourager l'immigration de personnes familières de la culture et de la langue du pays de destination, comme les résidents d'anciennes colonies (ce qu'a fait le Royaume-Uni) et celles dont la langue est proche de la langue d'accueil.

Dans le cas des réfugiés, le pays d'accueil n'est guère en mesure de choisir les migrants, mais les politiques publiques peuvent cependant influer sur leurs compétences linguistiques. L'offre de formations subventionnées dans la langue d'accueil, mettant l'accent à la fois sur l'écrit et l'oral, renforce naturellement les compétences

des nouveaux arrivants. Le système israélien d'*oulpan*, des formations intensives subventionnées à l'hébreu, s'est avéré particulièrement fructueux. Cette formation est volontaire, gratuite et assortie de bourses pour aider les participants et leur famille. Elle enseigne l'hébreu oral et écrit pour la vie quotidienne, mais porte aussi sur les compétences professionnelles et l'acclimatation culturelle. Le programme *oulpan* est relativement coûteux, mais il est très profitable, pour les participants et pour l'ensemble de la société.

Enseignements pour l'Europe

Ces recommandations s'appuient sur de nombreuses études empiriques portant sur divers pays développés d'accueil et ont des conséquences notables pour les pays européens qui acceptent actuellement des migrants. Le défi pour l'Europe est accentué par les taux de chômage élevés et les contraintes qui pèsent sur le marché du travail.

En comparaison à l'Amérique du Nord et à l'Australie, le bilan de l'Europe en termes d'intégration linguistique, sociale et économique des migrants n'est pas particulièrement bon. Si les immigrés récemment arrivés d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient s'installent, de leur propre initiative ou suivant la politique publique d'accueil, dans des enclaves homogènes sur le plan linguistique, leur isolement langagier perdurera, ce qui a des retombées négatives sur leurs perspectives économiques et accroît les risques d'activités criminelles et de radicalisation.

Deux sortes de programmes de formation s'imposent : une formation globale à la langue et à la culture du pays d'accueil, et une formation professionnelle pour donner aux migrants les connaissances linguistiques et les qualifications dont ils ont besoin pour utiliser les compétences précédemment acquises. Les pays d'accueil doivent mettre en place des politiques qui valident les titres professionnels précédemment obtenus et réduisent les autres obstacles à l'emploi sans pour autant diminuer les normes nationales de santé et de sécurité.

De nombreux migrants seront cependant dépourvus des compétences voulues pour les économies technologiquement avancées d'Europe, et beaucoup peineront à acquérir la langue d'accueil. Plus les migrants sont âgés lorsqu'ils parviennent à leur destination finale, plus ces difficultés s'accentuent, et plus ils sont isolés, sur les plans géographique et social, du marché du travail — des considérations importantes pour les responsables publics.

L'assimilation linguistique — acquérir la maîtrise de la langue d'accueil sans forcément renoncer à son héritage linguistique et culturel — est indispensable à l'intégration sociale, culturelle, politique et économique des migrants, réfugiés compris. L'Europe est en mesure d'améliorer son bilan à cet égard — si elle le veut. ■

Barry Chiswick est professeur au Département d'économie et à la Elliott School of International Affairs de l'université George Washington, et chargé de recherche à l'IZA— Institut pour l'étude du travail (Bonn).

Cet article s'inspire du livre publié en 2007 par l'auteur, en collaboration avec P.W. Miller, The Economics of Language: International Analyses, et du chapitre intitulé «International Migration and the Economics of Language» de l'ouvrage paru en 2015 qu'ils ont codirigé, Handbook of the Economics of International Migration, Vol. 1A: The Immigrants.